



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 24 au 28 février 2025

Trump met fin à des milliers de programmes financés par USAID en Afrique du Sud

Le président américain Donald Trump a ordonné la cessation immédiate des financements d'USAID pour les organisations de lutte contre le VIH en Afrique du Sud. Cette décision affecte de nombreux projets financés par le Plan d'Urgence du Président pour la Lutte contre le SIDA (Pepfar), dont les responsables ont reçu des lettres leur demandant d'arrêter toute activité et de résilier les contrats en cours.

Depuis sa création en 2003, Pepfar a investi environ 8 milliards de dollars (environ 145 milliards de rands) en Afrique du Sud pour lutter contre le VIH et le SIDA, dont 439,5 millions de dollars (environ 8,1 milliards de rands) pour l'exercice financier actuel (1er octobre 2024 - 30 septembre 2025). Ces fonds ont soutenu 44 projets de santé financés par USAID dans le pays, y compris des programmes de dépistage du VIH, de traitement, et de prévention pour des populations vulnérables, comme les communautés LGBTQI+, les travailleurs du sexe et les enfants orphelins.

La décision de Trump intervient après un gel des financements mondiaux de l'aide américaine, annoncé le 24 janvier, suivi par des dérogations limitées le 1er février. Le manque de communication claire face à cette crise a provoqué des réactions de la part d'experts en santé publique et d'activistes. Selon eux, cette décision pourrait entraîner une augmentation des décès et des infections, affectant directement les 8 millions de Sud-Africains dépendants du programme de traitement antirétroviral du gouvernement. Ces réductions de financement risquent de détruire des années de progrès dans la lutte contre le VIH et d'autres maladies, notamment la tuberculose, en exposant des populations déjà vulnérables à un risque accru.

Sommaire:

Afrique Australe

- L'administration Trump aurait décidé de mettre fin à l'initiative Power Africa ([Bloomberg](#))
- Le Ministre délégué Thani Mohamed-Soilihi en visite en Zambie et en Afrique du Sud ([Ambassade de France en Zambie](#))

Afrique du Sud

- Dans la foulée du State of the Province Address du Premier Lesufi, la province du Gauteng lance une consultation pour l'extension du réseau Gautrain ([Business Day](#))
- John Lamola nommé CEO de South African Airways, contre la recommandation du board ([Business Day](#))
- L'inflation annuelle augmente à 3,2% au mois de janvier ([StatsSA](#))
- L'Afrique du Sud pourrait sortir de la liste grise du GAFI d'ici octobre 2025 ([Business Day](#))
- Nouvelle proposition budgétaire de la DA ([Bloomberg](#))

Angola

- Conclusions de la mission de l'Article IV du FMI ([FMI](#))
- L'Angola prépare une émission de dette après des rencontres avec des investisseurs ([Aman Alliance](#))

Botswana

- Le gouvernement botswanais et De Beers signent finalement le renouvellement de leur accord de coopération ([Reuters](#))

Zambie

- L'inflation annuelle augmente à 16,8% au mois de février 2024 ([Zamstats](#))

Afrique australe

L'administration Trump aurait décidé de mettre fin à l'initiative Power Africa (Bloomberg)

D'après des sources internes citées par Bloomberg, l'administration américaine aurait pris la décision d'interrompre le programme Power Africa destiné à soutenir l'électrification sur le continent africain. Lancée en 2013 par le Président Obama, cette initiative visait à développer 30 000 MW d'électricité et connecter 60 millions de personnes à l'électricité en Afrique subsaharienne à l'horizon 2030.

Les 27 et 28 janvier derniers, la Banque Mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAfD), ainsi que plusieurs chefs d'Etats africains et représentants du secteur privé, avaient annoncé leur engagement pour la Mission 300. Celle-ci consiste justement à développer l'accès à l'électricité pour 300 millions de personnes d'ici 2030, via des investissements dans les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien) et l'amélioration et l'expansion des réseaux électriques et de solutions alternatives comme les mini-réseaux.

Le Ministre délégué Thani Mohamed-Soilihi en visite en Zambie et en Afrique du Sud (Ambassade de France en Zambie)

Le 25 et 26 février, le Ministre délégué français chargé de la francophonie et des partenariats internationaux Thani Mohamed-Soilihi a effectué une visite en Zambie. A cette occasion, le Ministre délégué a notamment signé une déclaration d'entente avec le gouvernement zambien, en la personne de Sylvia Masebo, Ministre par intérim des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Les deux parties se sont engagées à renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie, l'agriculture, la santé, le sport, la jeunesse et la culture.

Le Ministre Mohamed-Soilihi s'est également entretenu avec le Ministre des Finances Situmbeko Musokotwane, se réjouissant des avancées récentes et du rôle de la France dans la restructuration de la dette zambienne. Ce dernier a

également visité l'école primaire Mulola, bénéficiaire d'un programme de nutrition mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), grâce notamment à des financements de la France. La France s'est également engagée à soutenir des livraisons de céréales à la Zambie depuis l'Ukraine, à hauteur de 2,8 M EUR dans le cadre de l'opération « Grain for Ukraine ».

Le Ministre délégué s'est ensuite rendu en Afrique du Sud, où il devait notamment échanger avec ses homologues et partenaires et participer au sommet Finance en Commun (FICS), qui se tenait à Cape Town du 26 au 28 février.

Afrique du Sud

Dans la foulée du State of the Province Address du Premier Lesufi, la province du Gauteng lance une consultation pour l'extension du réseau Gautrain (Business Day)

Lors de son discours sur l'état de la province (SOPA), le Premier Panyaza Lesufi a dressé une liste des défis auxquels est confrontée la province du Gauteng, qui contient notamment les municipalités de Johannesburg et Tshwane (Pretoria). Le Premier a notamment mentionné le haut niveau de criminalité, le chômage qui atteint près de 40%, ou encore la déliquescence des infrastructures. Le leader de l'Alliance Démocratique (DA), Solly Msimanga, qui est situé dans l'opposition au niveau provincial, a indiqué partager ce constat alarmiste mais a dénoncé la responsabilité de l'ANC et ses alliés dans cette situation dégradée.

Lors de son discours, Panyaza Lesufi a également promis d'étendre le réseau de transport urbain Gautrain, inauguré lors de la Coupe du Monde 2010. Ce projet, baptisé Gauteng Rapid Rail Integrated Network (GRRIN), prévoit de connecter les quartiers défavorisés à l'ouest et au sud de Johannesburg. Dans la foulée, la province a lancé une consultation publique sur un plan de développement en plusieurs phases qui devrait connecter, à terme, Jabula Station (Soweto), Roodepoort et Lanseria, dont l'aéroport devrait également faire l'objet de travaux d'extension. Le tracé de la première phase d'extension (Sandton-

Little Falls), pour laquelle les consultations avaient été initiées en 2018, a été intégré à ce plan et semble désormais stabilisé. A noter que ce projet reste pour l'instant au stade des consultations, sans engagement ferme de la province sur un échéancier.

John Lamola nommé CEO de South African Airways, contre la recommandation du board (Business Day)

Sur recommandation de la Ministre des Transports Barbara Creecy, le gouvernement sud-africain a validé la nomination de John Lamola en tant que CEO de la compagnie aérienne nationale South African Airways (SAA).

Malgré son rôle de CEO par intérim depuis près de trois ans, le board de l'entreprise avait recommandé une autre candidature : celle d'Allan Kilavuka, CEO actuel de Kenya Airways, considéré comme plus qualifié. L'Alliance Démocratique (DA), deuxième parti du pays et membre du gouvernement d'union nationale (GNU), a dénoncé une manoeuvre de « déploiement de cadre », John Lamola étant proche du Congrès National Africain (ANC), qui aurait été exécutée par la Ministre Creecy et appuyé par le vice-Président Mashatile.

L'inflation annuelle augmente à 3,2% au mois de janvier (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation annuelle a atteint 3,2 % en janvier, après 3,0 % en décembre 2024. Les principaux postes contributeurs à cette hausse sont « le logement et les services publics » (+4,5 %, soit une contribution positive de 1,1 point), « l'alimentation et les boissons non alcoolisées » (+2,3 %, soit +0,4 point) et « les services de restauration et d'hébergement » (+4,9 %, soit +0,3 point). Pour mémoire, la hausse des prix, conforme aux prévisions des économistes, intervient dans un contexte de léger assouplissement monétaire, avec une baisse du taux directeur de la Banque centrale de 8,25 % à 7,5 % entre septembre 2024 et janvier 2025.

L'Afrique du Sud pourrait sortir de la liste grise du GAFI d'ici octobre 2025 (Business Day)

Lors de sa plénière du 21 février, le GAFI a reconnu les progrès de l'Afrique du Sud dans le renforcement de son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT). Sur les 22 mesures exigées pour quitter la liste grise, 20 sont désormais considérées comme traitées ou largement mises en œuvre. Il ne reste donc que deux exigences à remplir d'ici juin 2025 :

- (i) Améliorer les enquêtes et les poursuites sur les affaires de blanchiment d'argent.
- (ii) Renforcer la lutte contre le financement du terrorisme.

Si ces objectifs sont atteints, l'Afrique du Sud pourrait être retirée de la liste grise du GAFI en octobre 2025. Le Trésor a salué les efforts des régulateurs et des forces de l'ordre, qui ont permis de renforcer le cadre AML/CFT. Il insiste toutefois sur la nécessité de poursuivre ces réformes, non seulement pour quitter la liste grise, mais aussi pour lutter durablement contre la criminalité financière et consolider la stabilité économique du pays.

Nouvelle proposition budgétaire de la DA (Bloomberg)

La Democratic Alliance (DA) a présenté une proposition budgétaire alternative mettant en lumière les fractures croissantes au sein du Gouvernement d'Union Nationale (GNU). Dévoilée le 26 février 2025 par Mark Burke, porte-parole des finances de la DA, cette proposition fait suite au report inattendu de la présentation du budget pour l'exercice 2025/26. La DA rejette les hausses d'impôts et propose de réallouer 60 milliards de ZAR de programmes jugés inefficaces pour financer des priorités telles que l'augmentation de 7 milliards de ZAR des salaires publics, tout en stimulant la croissance économique et la création d'emplois. Cette proposition met en évidence l'incapacité de la coalition à élaborer une stratégie économique partagée et soulève des doutes sur la stabilité politique du gouvernement.

Angola

Conclusions de la mission de l'Article IV du FMI (FMI)

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations avec l'Angola au titre de l'Article IV. L'économie angolaise a connu une reprise en 2024, avec une croissance du PIB estimée à 3,8 %, soutenue par la relance du secteur pétrolier et l'expansion du secteur non pétrolier. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué en 2024, en grande partie grâce à la croissance nominale plus élevée et des excédents primaires soutenus.

Toutefois, les efforts de consolidation budgétaire ont ralenti en raison de dérapages budgétaires, notamment dus à l'augmentation des dépenses d'investissement (+15,6 %) et au ralentissement des réformes des subventions aux carburants. L'inflation est restée élevée, (atteignant environ 21,4 % en janvier 2025), en raison des pressions sur le taux de change et de la hausse des prix alimentaires.

La croissance devrait se maintenir à 3 % en 2025, et l'inflation devrait diminuer. Cependant, la dépendance au pétrole et le service élevé de la dette extérieure (60 % du PIB) limitent les marges de manœuvre pour les dépenses de développement. Le FMI a recommandé de renforcer la consolidation budgétaire, d'accélérer les réformes des subventions aux carburants et d'améliorer la gestion des finances publiques.

L'Angola prépare une émission de dette après des rencontres avec des investisseurs (Aman Alliance)

Le gouvernement angolais, dirigé par la ministre des Finances Vera Daves de Sousa, a rencontré des investisseurs au Moyen-Orient (Qatar, Oman, Émirats Arabes Unis) et poursuit actuellement des discussions aux États-Unis pour préparer une émission de dette de 2 milliards de dollars. L'objectif est de réduire les coûts du service de la dette en allongeant ses maturités et d'équilibrer le budget 2025.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche proactive pour renforcer l'économie nationale et augmenter la confiance des investisseurs. Le pays prévoit de financer son déficit par l'émission d'Euro-obligations, tout en mettant en avant la stabilité macroéconomique et la gestion responsable des finances. La tournée, qui a débuté avec la présentation du Plan Annuel de la Dette, se poursuivra jusqu'à fin mars et vise à améliorer l'accès aux marchés internationaux du capital.

Botswana

Le gouvernement botswanais et De Beers signent finalement le renouvellement de leur accord de coopération (Reuters)

L'accord signé le 25 février par Al Cook, CEO de De Beers, et Bogolo Kenewendo, Ministre des Mines et de l'Énergie, prolonge le partenariat entre la filiale d'Anglo American et le gouvernement botswanais.

La conclusion de cet accord, dont la négociation avait débuté en 2018, avait été annoncée dès 2023 par le précédent gouvernement mais la signature formelle tardait à se concrétiser à cause de désaccords sur certaines modalités. Les deux parties se sont finalement accordées sur les conditions suivantes :

- Durant les cinq premières années, le gouvernement botswanais, via l'entreprise publique Okavango Diamond Company (ODC), récupèrera 30% des pierres à vendre de Debswana, sa co-entreprise minière (50/50) avec De Beers. Il s'agit d'une condition plus favorable que celle négociée par la précédente administration (25%).
- Au cours des cinq années qui suivent, cette part augmenterait à 40%. En l'occurrence, il s'agit néanmoins d'une condition moins favorable que celle négociée initialement (50%).
- Une clause d'extension prévoit une possibilité pour le gouvernement

botswanais d'augmenter sa part à 50% des ventes pour une période de cinq ans supplémentaires.

En échange, De Beers obtient une prolongation de sa licence d'exploitation minière jusqu'en 2054. Cet accord est essentiel pour le Botswana car Debswana représente 80% des exportations du pays. Cet accord intervient alors que le secteur des diamants traverse une crise profonde, due à la popularité croissante des diamants synthétiques et une baisse de la demande en Chine. Dans ces conditions, Debswana avait ajusté sa production à la baisse en 2024 (-6 millions de carats), à 17,9 millions de carats, contribuant aux difficultés économiques du pays. En parallèle, Anglo American, maison-mère de De Beers, a annoncé son intention de vendre sa filiale et souhaite attirer des repreneurs.

à cette hausse. Le ministre des Finances, Situmbeko Musokotwane, a déclaré que l'inflation en Zambie devrait culminer d'ici mai, grâce à l'amélioration des précipitations qui freinerait la hausse des prix alimentaires et de l'électricité. À titre de rappel, l'inflation annuelle dépasse la fourchette cible (de 6 à 8 %) de la banque centrale depuis mai 2019. En réponse, la Banque centrale a relevé ce mois-ci son taux d'intérêt directeur à 14,5 %, un niveau inédit en sept ans, afin de contenir les pressions inflationnistes et soutenir le kwacha.

Zambie

L'inflation annuelle augmente à 16,8% au mois de février 2024 (Zamstats)

Selon l'agence nationale de statistiques (Zamstats), les prix à la consommation ont augmenté de 16,8 % en glissement annuel (g.a.) au mois de novembre, après +16,7 % en janvier. L'inflation a ainsi atteint son niveau le plus élevé en trois ans, alimentée par une sécheresse sans précédent et la faiblesse persistante du kwacha, qui ont provoqué une hausse des prix dans les secteurs suivants : « alimentation et boissons non alcoolisées » (+20,6 %, soit une contribution de +12 points), « logement, eau, électricité et carburants » (+21,1 %, soit +2,4 points) et « transport » (+6,3 % en g.a., +0,5 point). Les postes « meubles, équipements ménagers et entretien courant du ménage » (+8,7 %, soit +0,6 point) et « vêtements et chaussures » (+9,1 %, soit +0,6 point) ont également contribué

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr